



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-  
SAÔNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 25-70-90  
5 Voie Gisèle Halimi  
BP 31269  
25000 Besançon

Besançon, le 16/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**FAURECIA SIEGES AUTOMOBILES SA**

17 rue de la Forge  
70200 Magny-Vernois

Références : UID257090/SPR/ED/2025-1112A  
Code AIOT : 0005901194

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/11/2025 dans l'établissement FAURECIA SIEGES AUTOMOBILES SA implanté 17, Rue de la Métairie 70200 Lure. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du suivi du chantier de dépollution de l'ancien site de la société FORVIA et de la vérification du fonctionnement correct de la barrière hydraulique (suite d'inspection du 16/10/2025).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FAURECIA SIEGES AUTOMOBILES SA
- 17, Rue de la Métairie 70200 Lure

- Code AIOT : 0005901194
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

En 1962, la société BERTRAND FAURE, qui deviendra FAURECIA en 1999, rachète une usine existante de filature et de tissage et commence l'exploitation d'une première ligne de mousse polyuréthane. En 1982, l'usine de LURE est autorisée à exploiter par arrêté préfectoral n° 3734 du 29 octobre 1982. La gamme des produits fabriqués était composée de sièges (dossiers, coussins, accoudoirs) et d'appuie-têtes.

La cessation d'activité du site de LURE est déclarée en préfecture par courrier du 23 décembre 1999.

Suite au diagnostic initial et à l'évaluation simplifiée des risques réalisés en 2001, le site est classé en site « à surveiller ». Des investigations réalisées en 2007 et 2008 montrent des pollutions des sols et des eaux souterraines aux solvants chlorés et fréons. Aucun accident qui aurait pu être à la source de ces pollutions, n'a été spécifiquement identifié. Elles résultent plutôt des pratiques industrielles historiques pratiquées sur le site.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Pollution

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Sites et sols pollués

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

En fin d'inspection, la représentante de la mairie de Lure était présente afin de valider la possibilité d'étendre le chantier sur la parcelle du Greta. En effet, les sondages ont montré que la pollution s'étend hors de l'enceinte du chantier, il est donc nécessaire d'excaver les terres polluées de cette zone. Les barrières de chantier vont être déplacées devant les places de parking du Greta. L'information sera faite au Président du Greta par la Mairie de Lure.

Il a été signalé à la représentante de la mairie de Lure, la présence de poules sur le chantier de dépollution ainsi qu'une probable habitation au sein même du chantier, ce qui engendre un non-respect de l'arrêté préfectoral portant servitudes d'utilité publique du 24/11/2015. Un courrier officiel sera envoyé à la mairie de Lure à ce sujet.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	confinement de la pollution de la nappe aux organochlorés	Arrêté Préfectoral du 21/12/2010, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours
2	excavation	Arrêté Préfectoral du 04/09/2024, article 3,1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La barrière hydraulique fonctionne correctement.

Les analyses réalisées en bords de fouille au niveau de la zone 1 ne sont pas conformes. L'excavation de terres supplémentaires a été réalisée, mais une pollution aux hydrocarbures perdure. Cependant, il est techniquement impossible de creuser plus à cause de la présence d'une route desservant des habitations.

Les analyses réalisées en bords de fouille au niveau de la zone 2 ne sont pas conformes non plus, donc la zone d'excavation va être étendue et de nouvelles analyses vont être réalisées.

L'exploitant doit fournir les résultats d'analyse de bords de fouille. Dans le cas où certaines zones n'auraient pas pu être excavées en totalité à la fin des travaux et que les résultats seraient toujours non conformes, l'exploitant indiquera les raisons de cette impossibilité et une analyse des risques sera à nouveau menée.

La zone d'excavation va être également étendue dans la zone enherbée devant le parking du Greta avec un déplacement des barrières de chantier actuellement en place.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : confinement de la pollution de la nappe aux organochlorés

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/12/2010, article 1
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, barrière hydraulique
<b>Prescription contrôlée :</b>  Ces mesures de gestion consisteront en un confinement de la pollution de la nappe aux organochlorés par mise en place d'une barrière hydraulique. La barrière hydraulique sera réalisée par pompage dans trois puits de pompage nommés SPI , SP2 et SP3,
<b>Constats :</b>  Le jour de l'inspection, il a été constaté que le système de barrière hydraulique fonctionnait correctement et que les 3 pompes fonctionnaient également. Le technicien de SARPI, présent ce jour, a indiqué que lors d'un dysfonctionnement, une alarme est envoyée sur les téléphones de 3 personnes de SARPI dont le chef de chantier. C'est ce dernier qui détermine l'intervention sur site d'un technicien pour réparation et remise en service. Cependant, lors de la panne totale du 15 octobre, apparemment aucune alarme ne s'est déclenchée et aucune action corrective n'a été mise en place puisque le constat de l'arrêt à été constaté par l'inspection des ICPE le 16 octobre.  Suite à l'inspection du 16 octobre durant laquelle il a été constaté l'arrêt complet de la barrière à cause d'un blocage du flotteur par la formation de mousse dans le bac tampon, une deuxième sonde a été installée. Celle-ci utilise la pression de l'eau comme information à la différence du flotteur. Elle est placée plus bas dans le bac tampon afin d'éviter d'être prise dans la mousse qui peut se former sur le dessus.

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est nécessaire de faire un point sur le protocole de suivi de l'installation par SARPI (contrat, convention, alarme, intervention en cas de panne?) et sur la surveillance de l'installation les week-ends. Le rapport d'incident du 15-16 octobre doit être fourni.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

## N° 2 : excavation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/09/2024, article 3,1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, excavation
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>Dans le cadre de l'enlèvement des terres, des analyses en flancs/ bords de fouille devront être réalisées avant remblaiement pour vérifier que les teneurs correspondent aux attendus, et que le remblaiement n'intervient que quand ces analyses correspondent aux attendus.</p> <p>Des analyses de fond de fouille seront également réalisées si cela est techniquement possible pour dresser un état initial des sols à l'interface zone saturée / non saturée avant démarrage du traitement in situ par air-sparging.</p> <p>Les travaux d'excavation viseront à supprimer les pollutions concentrées de la zone non saturée, par l'atteinte des objectifs de dépollution identifiés dans le plan de gestion de 2023, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-TCE : 2 mg/kg de MS;</li> <li>- HC C10-C40 : 700 mg/ kg de MS.</li> </ul>
<b>Constats :</b>  <p>Au Nord du site, sur la première zone excavée (zone 1, maille 2 et 3), les analyses en flancs/ bords de fouille montrent un dépassement des VLE fixées par arrêté préfectoral du 04/09/2024.</p> <p>D'après le prestataire VALGO, les analyses pour les hydrocarbures sont à environ 1600 mg/kg de MS (pour un seuil fixé à 700 mg/kg de MS (résultats d'analyse à fournir)).</p> <p>La zone d'excavation a été étendue mais la présence d'une route desservant des habitations rend techniquement impossible de creuser plus loin. Il apparaît un impact des hydrocarbures sur une longueur de 7 mètres et 40 cm de profondeur.</p> <p>Par ailleurs, les analyses sur les bétons des longrines sont conformes donc ces matériaux peuvent être utilisés pour le remblaiement de la zone 1.</p>  <p>Au niveau de la deuxième zone en cours d'excavation (zone 2, mailles 8, 9 et 10), devant les bâtiments du GRETA, les analyses en bords de fouille ne sont pas conformes. Le prestataire VALGO va donc procéder à une excavation plus étendue afin de retirer l'ensemble de la pollution concentrée à ce niveau ; de nouvelles analyses seront réalisées.</p>  <p>Remarque : le prestataire VALGO excave un maximum de terre en allant parfois au-delà des 2 mètres de profondeur initialement prévus afin de retirer autant de pollution concentrée que</p>

possible techniquement (affleurement de la nappe souterraine).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant devra fournir sous un délai de 15 jours les résultats d'analyse en bords et fonds de fouilles ainsi que les mesures prises en cas de dépassement de VLE en associant des justificatifs en cas d'impossibilité technico-économique de respecter les VLE.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours